

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SMALL AND MEDIUM SIZED ENTERPRISES
SOCIAL ECONOMY AND HANDICRAFTS

TENDERS BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N° 000/AONO/MINPMEESA/CIPM/2026 DU 1^{er} MARS 2026 RELATIF
A L'ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU POUR LA
DELEGATION DEPARTEMENTALE DU MINPMEESA DE LA
SANAGA MARITIME**

(PROCEDURE D'URGENCE)

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU
MINPMEESA EXERCICE 2026**

IMPUTATION BUDGETAIRE :

60 39 403 1 27000014 0490 524118

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

MARS 2026

SOMMAIRE DES PIÈCES

PIECE N° 1 :	L'AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)
PIECE N° 2 :	LE REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)
PIECE N° 3 :	LE REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)
PIECE N° 4 :	LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
PIECE N° 5 :	LE DESCRIPTIF DES FOURNITURES
PIECE N° 6 :	LE CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES ET FORFETAIRES
PIECE N° 7 :	LE CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF
PIECE N° 8 :	LE CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES
PIECE N° 9 :	LE MODELE DE LETTRE COMMANDE
PIECE N° 10:	LES MODELES DES PIÈCES TYPES A UTILISER PAR LES SOUMISSIONNAIRES
PIECE N°11:	LA CHARTE D'INTEGRITE
PIECE N°12:	LA DECLARATION D'ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
PIECE N°13:	LE VISA DE MATURITE OU TOUT AUTRE JUSTIFICATIF DES ETUDES PREALABLES A REMPLIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE OU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE
PIECE N° 14 :	LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERES AGREES ET HABILITE PAR LE MINISTRE EN CHARGE A EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS
PIECE N° 15:	PROCEDURE DE SOUMISSION EN LIGNE
Annexe	Grille d'évaluation

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET
DE L'ARTISANAT

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SMALL AND MEDIUM
SIZED ENTERPRISES SOCIAL ECONOMY
AND HANDICRAFTS

TENDERS BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 007/AONO/MINPMEESA/CIPM/2026 DU 31 MARS 2026
RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU
POUR LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DU
MINPMEESA DE LA SANAGA MARITIME

(PROCEDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU
MINPMEESA EXERCICE 2026

IMPUTATION BUDGETAIRE

60 39 403 1 27000014 0490 524118

PIECE n° 1

AVIS D'APPEL D'OFFRES

MARS 2026

3. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à livrer Edéa-Délégation Départementale de la Sanaga Maritime. Ce délai court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

4. Tranches/Allotissement

Lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel à l'issue des études préalables est de Vingt-cinq millions de francs (25 000 000) FCFA.

6. Participation et origine de l'appel d'offres

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience dans le domaine.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

8. Financement

L'acquisition du mobilier de bureau à la Délégation Départementale du MINPMEESA de la Sanaga Maritime du MINPMEESA, objet du présent Appel d'Offres, est financé par le budget d'investissement public du MINPMEESA, Exercice 2026, Imputation budgétaire n°60 39 403 1 27000014 0490 524118.

9. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à Cinq cent mille (500 000) francs CFA et valable jusqu'à cent vingt (120) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, 15ème étage porte T02 de l'Immeuble Ministériel n°1 dit « Immeuble de l'Émergence » ; Tél. 222 22 40 60, et la version électronique sur la plateforme COLEPS et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP(www.armp.cm) dès publication du présent Avis. .

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier peut être obtenue au Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA) au Service des Marchés, 15ème étage porte T02 de l'Immeuble Ministériel n°1 dit « Immeuble de l'Emergence » ; Tél. 222 22 40 60, dès publication du présent avis contre versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** payable au trésor public. Cette quittance devra préciser les références de l'Avis d'Appel d'Offres et le payeur comme représentant de l'Entreprise ou Groupement d'entreprises désireuses de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **9 AVR 2026** à **13 heures, heure limite**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation dans les délais impartis.

N.B : Taille et format des fichiers

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des offres

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces Administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 29 AVR 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPMEESA, dans la salle des conférences, porte 237 de l'Immeuble Ministériel dit « Immeuble Rose ». Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

15.1.2 Pièces Administratives

- Absence ou non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif dans un

- délai de 48 heures après l'ouverture des plis entraîne le rejet de l'offre;
- Absence de la caution de soumission timbrée et acquittée ou présence d'une caution de soumission timbrée et acquittée n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée à l'ouverture des plis ;
 - Absence au-delà de 48 heures l'ouverture des plis du récépissé de consignation émis par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) ;
 - Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces;
 - Non-respect du format de fichier des offres.

15.1.2 Offre Technique

- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant du non abandon des prestations au cours des trois (03) dernières années et la présence sur la liste des entreprises défaillantes émise par le MINMAP ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- N'avoir pas obtenu au moins 7/8 Oui des critères essentiels ;
- Absence de photo et prospectus
- Non-conformité à prescriptions techniques majeures d'un équipement proposé :

Critères majeurs :

Mobilier en bois massif ou local (Iroko ou Sapeli ou équivalent)

- N'avoir pas obtenu au moins 42 « OUI » sous-critères sur 61 (42« OUI »/61) de « OUI » des critères essentiels seront admis à l'analyse financière.

15.1.3 Offre Financière

- Omission d'un prix unitaire dans le bordereau des prix ;
- Absence de l'une des pièces de l'offre financière ci-dessous :
 - La soumission timbrée et datée et signée ;
 - Le bordereau des prix unitaires paraphé ;
 - Le détail quantitatif et estimatif paraphé, daté et signé ;
- Absence d'un sous détail d'un prix unitaire quantifié.

NB1 : la non satisfaction d'un seul des critères ci-dessus entraîne l'élimination de l'offre évaluée

NB2 : Les rabais ne sont pas autorisés dans le cadre de cet appel d'offre

15.2 Critères essentiels

L'évaluation technique des offres se fera selon le système binaire (oui/non) et portera sur les critères ci-dessous :

I	Présentation générale des offres (sommaires, pièces dans l'ordre, page de garde et intercalaires couleur)	OUI	NON
II	Références du soumissionnaire dans les prestations similaires d'un montant cumulé de Vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA au cours des trois (03) dernières années (2023 ; 2024 et 2025), avec	OUI	NON

	les montants desdits contrats, les coordonnées des responsables des projets ou des Maîtres d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies des marchés ou lettres commande première, deuxième et dernière pages, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces contrats)		
III	Le chiffre d'affaires du soumissionnaire pour les trois (03) dernières années (2023 ; 2024 et 2025) d'au moins Vingt-cinq millions (25 000 000) fefa justifié par la DSF	OUI	NON
IV	Justifier d'une capacité financière au moins égale à Quinze millions (15 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire ou organisme financier agréée par le Ministère chargé des Finances	OUI	NON
V	Preuves d'acceptation des conditions du marché CCAP et CST (CCAP et CST paraphés et signés à la dernière page avec la mention « Lu et approuvé »	OUI	NON
VI	Caractéristiques techniques (conformité) des équipements proposés	OUI	NON
VII	Service après-vente et garantie : - Disponibilité des pièces de rechanges	OUI	NON
VIII	Planning et Délai de livraison ≤Quatre-vingt-dix (90) jours	OUI	NON

Pour être éligible à l'évaluation financière, les soumissionnaires doivent satisfaire à tous les critères dits éliminatoires et obtenir au moins 42 « Oui » sous critères sur 61 (42« Oui »/61) de « OUI » des critères essentiels.

16. Attribution du marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-distante.

17. Nombre Maximun de lots

Non applicable

18. Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise de ces dernières.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, 15ème étage porte T02 de l'Immeuble Ministériel n°1 dit « Immeuble de l'Émergence » ; Tél. 222 22 40 60 ou en ligne sur la plateforme COLEPS.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé, le _____

**Le Ministre des Petites et
Moyennes Entreprises, de
l'Economie**

Copies :

- *Autorité des marchés publics (MINMAP) ;*
- *ARMP ;*
- *MINPMEESA ;*
- *CIPM/MINPMEESA ;*
- *Chrono.*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET
DE L'ARTISANAT

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SMALL AND MEDIUM
SIZED ENTERPRISES SOCIAL ECONOMY
AND HANDICRAFTS

TENDERS BOARD

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

TENDERS' BOARD

- : : : : : -

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

N° 000 /AONO/MINPMEESA/CIPM/2026
OF 1 MARS 2026 FOR THE OFFICE FURNITURE
EQUIPMENT FOR THE SANAGA MARITIME
DIVISIONAL DELEGATION OF MINPMEESA

(IN EMERGENCY PROCEDURE).

FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET

MINPMEESA - 2026 FINANCIAL YEAR

BUDGETARY CHARGE:

60-39-403-1-27000014-0490-524118

DOCUMENT 1: CALL FOR TENDERS

MARCH 2026

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET
DE L'ARTISANAT

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SMALL AND MEDIUM
SIZED ENTERPRISES SOCIAL ECONOMY
AND HANDICRAFTS

TENDERS BOARD

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

N° _____ /AONO/MINPMEESA/CIPM/2026 OF _____ FOR THE ACQUISITION
OF OFFICE FURNITURE FOR THE SPECIAL HANDICRAFT VILLAGE OF NDIKINIMEKI

1. Subject:

The Minister of Small and Medium-sized Enterprises, Social Economy and Handicrafts, launches in emergency procedure, an Open national Call for Tenders for the acquisition of office furniture for the Special handicraft house of ndikinimeki (IN EMERGENCY PROCEDURE).

2. Nature of services:

Works for this Call for Tenders consist of the supply of computer equipment, transportation, handling and putting into service for the Special handicraft house of ndikinimeki

	Description	QTY
1	5 seater imitation leather seating furniture	02
2	Wooden office storage office furniture	10
3	Directeur office	02
4	Under director office	06
5	Secretary office	06
6	Director chair	04
7	Under director chair	06
8	Frame armchair	05
9	Secretary chair	02
10	Pedestal table	02
11	Table de conference	01

12	reception chair with metal frame	20
13	Wooden reception chair	20
14	Conference chair	50

3. Provisional deadline: and place of Delivery

The maximum deadline set by the Project Owner or the Delegated Project Owner for the delivery of services subject of this invitation to tender shall be ninety (90) days calendar for delivering NDIKINIMEK for the special handicraft village. This deadline shall run from the date of notification of the administrative order to commence services.

4. Tranches/Allotment

Single lot.

5. Estimated cost:

The estimated cost shall be thirty million hundred thousand (30 000 000) FCFA.

6. Participation and origin:

This National Open Call for Tenders in emergency procedure shall be open to all enterprises based in Cameroon with an experience in the domain.

7. submission Method

The submission method chose for this consultation is online

8. Financing:

Financing for this tender shall be covered by the 2026 Public Investment Budget, Budgetary charge N°60 39 403 1 27000014 0490 524118.

9- Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document No. 14 of the Tender File, of an amount of six hundred thousand (600 000) FCFA and valid for one hundred and twenty (120) days beyond the date of validity of bids. Failure to produce a bid bond issued by a first-rate banking institution or financial body authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance shall result in the bid being rejected. A bid bond not related to the consultation concerned shall be considered absent. No bid bond submitted by a bidder during the bid opening sessions shall be admissible

10- Consultation of the Tenders file

The physical Tenders file can be consulted during working hours at the Contracts Service of the Ministry of Small and Medium-sized Enterprises, Social Economy and Handicrafts, 15th floor, room T02 of the ministerial building n°1 « Immeuble de l'Émergence » ; Tél. 222 22 40 60, and the electronic version on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon the publication of this Notice.

11- Acquisition of the Call for Tenders file

The file may be obtained at the Contracts service of MINPMEESA, 15th floor, room T02 of the ministerial building "Immeuble de l'Émergence" ; Tél. 22222 40 60, upon publication of this notice against the payment of a non-refundable sum of fifty thousand (50 000) francs CFA to the public treasury. The receipt shall specify the references of the Call for Tenders Notice and the payer as representative of the Enterprise or Group of enterprises wishing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

12- Submission of bids:

Tenders drafted in French or English.

The tender shall be transmitted by the tenderer to the COLEPS latest the _____ at 1 PM. A backup copy recorded in a USB or CD/DVD shall be sealed and transmitted with a clear and legible indication "backup copy", in addition to the consultation references within the set deadlines.

NB: File size and format

For online submission, the maximum size of the documents to transit on the platform and constituting the tender of the tenderer are the following :

- 5 MO for administrative tender
- 15 MO for technical tender
- 5 MO for financial tender.

The following format shall be accepted:

- PDF format for text documents
- JPEG for images

Candidates shall use compression software to reduce the size of the files to be transmitted [in accordance with above-mentioned sizes].

Bids submitted after the deadline for the submission bids shall be inadmissible.

13- Admissibility of bids

Any incomplete tender in accordance with the requirements of the tender file shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first- category body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the model documents in the tender file shall result in the outright rejection of the tender without any other procedure. A bid bond

produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

14- Opening of bids:

Tenders shall be opened in one phase by the Tenders Board of MINPMEESA. It shall be done on _____ at 2pm local time in the conference room, no. 237 of the "immeuble rose" ministerial building in the presence of the tenderers or their duly mandated representatives with a good knowledge of their tenders. Only one representative per enterprise shall be allowed.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be valid at the original date limit of bid submission or must have been produced after the date of signature of the tender notice.

In case of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session, a period of 48 hours shall be granted to the bidders concerned to produce or replace the document in question.

Failure to comply with the required number of copies as indicated in the Special Regulations shall result in the bid being rejected.

15- Evaluation criteria:

15.1 Eliminary criteria:

Administrative

- Absence or non-conformity of one of the part of the administrative file within 48 hours after the opening of bids leads to the rejection of the offer.
- Absence of a stamped and paid bid bond or presence of stamped and paid bid bond having no connection with the consultation concerned at opening of the bids;
- Absence beyond 48 hours of opening of the bids of deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund beyond 48 hours;
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
 - Non-compliance with bid file format (for online bidding);

Technical Offer

- Absence of the declaration upon honor of never having abandoned an awarded contract within the last three years and the presence of the tenderer on the list of faulty enterprises laid out by MINMAP;
 - Absence of the integrity charter dated and signed;
 - Absence of duly filled and signed social and environmental commitment statement;

- Failure to comply with 7 essential criteria (qualification) out of 8;

- Absence of photo and prospectus;
- Non-compliances with requirements of proposed equipment;
Furniture in local hard wood Iroko or Sapelli or equivalent
- Not having obtained at least 48 "yes" sub-criteria out of 69 (48 « Oui »/69) of the essential criteria

Financial Offer

- Omission of a unit price in the price schedule;
- Absence of one of the parts below:
 - The Stamped, dated and signed submission;
 - The Initialed unit price schedule;
 - The quantitative and estimated detail initialed, dated and signed.
- Absence of a sub-detail of a quantified price.

NB1 : Failure to satisfy one of the above criteria results in the elimination of the evaluated offer

NB2 : Discounts are not permitted under this tender

15.2 Essential criteria:

The evaluation will be done according to the binary system and will focus on the following criteria:

I	General presentation of the tender (summary, order of documents, cover page and colored extra sheets)	YES	NO
II	.References of the tenderer in similar services for a cumulative amount of thirty millions (30 000 000) FCFA over the last three years (2023 ; 2024 et 2025), with the amounts of said contracts, the contact detail of the project managers or project manager as well supporting documents (copy of the contracts, first, second and last page, delivery slip signed by the project owner , acceptance report certifying the proper execution of these contracts	YES	NO
III	Cumulated turnover of the tenderer for the least 30 000 000FCFA in the last three years (2023 ; 2024 et 2025) justified by DSF certified by an account	YES	NO
IV	Financial capacity of least fifteen millions (15 000 000) FCFA issued by a banking establishment or a financial institution responsible for finance	YES	NO
V	Proof of acceptance of the conditions of the contract (CCAP and Description of the Supplies that are initialised on each page, dated, signed and stamped on the last page).with the « read and approve »	YES	NO
VI	Technical Characteristics (compliance) of proposed equipment	YES	NO
VII	After sales service and warranty: disponibility of spare parts	YES	NO

VIII	Planning and supply deadline (equal to or less than 90 days)	YES	NO
------	--	-----	----

To be eligible for evaluation, bidders must meet all the so-called elimination criteria and obtain at least 48 yes answers out of 69 criteria (48« Oui »/69) de « OUI » the essential criteria

16. Award:

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bid or to the bidder who presented an offer evaluated as the best offer in case of restricted invitation to tender

17. Maximum number of lots:

No applicable

18. Tender validity deadline:

Tenderers shall remain committed to their tenders for a period of ninety (90) days as from the date of their submissions.

19. Further information:

Further technical information can be obtained from the Contracts service at the «Immeuble de l'émergence » ;15th floor room T02, Tél. 222224060. online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

20. Fight against corruption and bad practices

For any suspected case of corruption or bad practices, please call MINMAP or send an sms to (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48

Yaounde, the

The Minister of Small and Medium-sized
Enterprises, Social Economy and
Handicrafts

Copies:

- Authority in charge of Pubic Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Chairperson of TB concerned;
- Notice board/file.

